**Lycée professionnel Maryse Bastié**

**29, rue Louis Armstrong 87065 Limoges cedex**

Tél. 05.55.04.27.00 / fax 05.55.04.27.01

ce.0875023m@ac-limoges.fr

www.lyc-bastie-limoges.ac-limoges.fr

**CONCOURS DE PLAIDOIRIES DES LYCEENS**

**pour les droits de l'Homme**

***Mémorial de Caen***

**Plaidoirie du Lycée professionnel Maryse Bastié**

***"Russie : La liberté d'expression assassinée."***

**Elèves participants (par ordre de passage) :**

**Florine MOREAU,** élève de Terminale Communications Industries Graphiques (imprimeure)

interprète Anna POLITKOVSKAIA

**Hugues MICHEL,** élève de Seconde Systèmes Electroniques Numériques (électrotechnicien)

interprète Alexandre LITVINENKO

**Axelle BAGUR,** élève de Première Communications Industries Graphiques (infographiste)

plaide pour Stanislas MARKELOV

**Référent du projet / accompagnateur :**

Philippe BARBEY, professeur de lettres et d'Histoire

***Mercredi 30 novembre 2011***

**ANNA POLITKOVSKAÏA - Interprétation de Florine MOREAU**

Je m'appelle Anna, Anna Politkovskaïa. Je suis née en 1959. J'étais grand reporter pour le journal indépendant *Novaïa Gazeta*, un bihebdomadaire quasiment le seul journal russe à rendre compte de la situation en Tchétchénie. je me suis rendue à de nombreuses reprises dans les zones de combats en Tchétchénie et dans des camps de réfugiés au Daghestan, puis en Ingouchie. Pour ces raisons, j'ai reçu plusieurs prix en Russie, et par le Pen Club International en 2002. On m'a remis au Danemark, en février 2003, le prix du Journalisme et de la Démocratie décerné par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, l'OSCE.

En octobre 2002, au péril de ma vie, j'ai accepté de servir de négociatrice lors d'une prise d'otages dans un théâtre de Moscou, prise d'otages qui s'est d'ailleurs terminée de manière dramatique. régulièrement menacée, j'ai subi une tentative d'empoisonnement en 2004, alors que je me rendais à nouveau dans le Caucase.

Le 7 octobre 2006, moi, Anna Politkovskaïa, j'ai été tuée par balle dans le hall de mon immeuble à Moscou. J'aurais été l'une des rares journalistes indépendantes en Russie. L'enquête sur les circonstances de mon assassinat piétine, les autorités affichent une parfaite indifférence. En Russie, la mobilisation de l'opinion publique est faible.

En 2007, à peine deux mille Moscovites commémorent le jour anniversaire de ma mort, place Pouchkine, avec à la main des fleurs ou mon portrait. Ils sont pourtant encadrés par un imposant dispositif de sécurité. Alors que le jour même, à l'autre bout de la capitale, plus de 10.000 jeunes activistes pro-Kremlin, des ultranationalistes du mouvement *Nachi* qui signifie "*Les nôtres*", défilent pour célébrer le 55e anniversaire de Vladimir Poutine sous le slogan "*Félicite le Président, félicite la pays*". Une de mes ferventes lectrices avait la voix étranglée quand elle a dit : *" L'exécution d'Anna a été offerte à Poutine. Bien entendu, on ne connaîtra jamais l'auteur du cadeau."*

Mais, tard dans la soirée du 23 août 2011, le rédacteur en chef adjoint de *Novaïa Gazeta*, Segueï Sokolov, annonce l'interpellation du lieutenant-colonel à la retraite de la police de Moscou, Dmitry Pavlioutchenkov. D'après l'enquête, Pavlioutchenkov aurait reçu l'ordre de ma faire assassiner contre une certaine somme d'argent. Il aurait engagé les tireurs, leur aurait procuré l'arme du crime et aurait organisé ma filature. Il appartenait encore à la police au moment du crime.

Contactée par Reporters sans frontières, l'avocate de ma famille, Anna Stavitskaia, a rappelé que Pavlioutchenkov était le témoin principal du premier procès. Fort de son statut d'officier de police, il s'était alors brillamment appliqué à brouiller les pistes. mon avocate disait : *" Dès ce moment, nous avions des soupçons quant à sa participation dans l'assassinat d'Anna. (...) Il est difficile, pour l'heure, de savoir s'il a reçu l'ordre d'orchestrer l'assassinat directement du commanditaire, ou bien par des intermédiaires. De plus, il est encore trop tôt pour parler du transfert du dossier au tribunal".*

La responsable du service presse de *Novaïa Gazeta,* Nadejda Prusenkova a reconnu que *"le comité d'enquête a bel et bien commencé à faire son travail ce qu'il aurait dû faire il y a quatre ans. Quant à savoir si cela va aboutir à l'arrestation des commanditaires, il est bien trop tôt pour le dire. De nombreux obstacles demeurent, des personnes haut placées risquent d'être mises en cause et il nous faudra rester extrêmement vigilants pour éviter que Pavlioutchenkov ne soit réduit au silence."*

**ALEXANDRE LITVINENKO - Interprétation de Hugues MICHEL**

Je m'appelle Alexandre Litvinenko. Je suis né à Voronej, le 30 août 1962. En 1988, j'étais lieutenant au KGB, les services secrets russes. En 1991, après l'effondrement de l'URSS, j'ai été affecté au FSB, le service secret de lutte contre les menaces de l'intérieur de la Russie. J'occupe alors le poste de lieutenant-colonel et je travaille sur des affaires de terrorisme, de lutte contre la criminalité organisée et la corruption.

Je suis exclu du FSB en juin 98. En novembre, au cours d'une conférence de presse, je déclare mon ancienne appartenance au FSB et dévoile que j'avais eu pour mission d'assassiner Boris Berezovski, un oligarque russe opposant à Vladimir Poutine. Quatre mois plus tard, je suis arrêté, poursuivi par la justice et condamné. On me confisque mon passeport et je passe plus d'un an dans un centre spécial de détention du FSB. Je suis désormais un dissident au régime, l'un de principaux opposants à Vladimir Poutine.

Libéré mais sous surveillance, je parviens à m'enfuir en octobre 2000 et je quitte la Russie pour rejoindre ma famille en Turquie. J'obtiens ensuite l'asile politique en Grande Bretagne.

Je me lance alors dans une vaste enquête sur le rôle joué par les fonctionnaires du FSB, mes anciens collègues, dans la série d'attentats commis en septembre 99 dans plusieurs villes de Russie. Ces attentats, qui avaient tués plus de trois cents personnes, avaient créé une psychose providentielle : ils permettaient à Vladimir Poutine de se présenter à l'élection présidentielle de 2000 en champion de la sécurité; l'attribution de ces crimes aux Tchétchènes préparait l'opinion au lancement de la deuxième guerre de Tchétchénie, guerre qui justifiait la prise en main du pouvoir par les services secrets.

Or, aidé par Iouri Felchtinski, un journaliste américain, je trouvais des informations fiables et convergentes qui démontraient que c'était en fait des agents du FSB eux-mêmes qui avaient posé ces bombes. Partant, je tentais de comprendre comment et pourquoi le FSB s'était mué en officine terroriste.

Le tableau que je découvrais était sidérant. C'était celui d'un corps très classique, qui s'était reconverti dans les "affaires" : corruption, trafic de drogue, extorsion de fonds, chantage, enlèvements, blanchiment d'argent... Encore fallait-il, pour bénéficier de hautes protections, faire élire à la tête de l'Etat, Vladimir Poutine, l'ex-patron du FSB, les services de sécurité russes ! C'était le tableau inquiétant d'une ancienne superpuissance en pleine dérive maffieuse, sous le regard approbateur des plus hautes autorités de l'Etat. Je publiais les résultats de notre enquête dans un livre intitulé "*Le temps des assassins*". Le livre est interdit en Russie. Ceux qui contribuent à sa publication sont assassinés.

Le 1er novembre 2006, je bois le thé avec deux russes, dans un hôtel londonien, le Millenium. Le 17 novembre, je suis hospitalisé au University College Hospital de Londres. Mes analyses révèlent que j'ai été intoxiqué par une cartouche de polonium 210, un isotope radioactif, fréquemment utilisé par le FSB pour liquider les opposants. Le 23 novembre 2006, je meurs de cet empoisonnement après trois semaines de souffrances atroces. L'Etat russe nie toute implication dans ma brutale disparition.

**Pour Stanislas MARKELOV - Avocat défenseur des Droits Humains - Interprétation par Axelle BAGUR**

Actuellement, en Fédération de Russie, sous la coupe de Vladimir Poutine, ancien dirigeant du FSB, tous ceux qui osent critiquer le pouvoir ou enquêter sur des dossiers sensibles sont harcelés, agressés, voire assassinés. Toute une panoplie de lois est utilisée afin de les bâillonner. Dans le sillage de la guerre en Tchétchénie, les disparitions ont lieu maintenant dans pratiquement tout le Caucase du Nord surtout en Ingouchie où elle se multiplient.

Ibragim Gazdiev, Ingouche, a été arrêté le 8 août 2007 par des Russes armés, en tenue de camouflage dans la ville de Karaboulak, république d'Ingouchie. Depuis lors, personne ne l'a vu, ni n'a eu de ses nouvelles. On pense qu'il a été détenu au secret en Ingouchie ou dans une république voisine.

Delilovitch Massaïev a été enlevé en août 2008 à Grozny. Il a eu le tort de demander l'ouverture d'une information judiciaire et de témoigner en juillet, trois semaines avant sa disparition, dans le journal *Novaïa Gazeta*, dans lequel Anna Politkovskaïa écrivait.

Stalnislas Markelov, avocat et défenseur des droits humains, a été abattu en plein centre de Moscou en janvier 2009 alors qu'il s'apprêtait à faire appel de la libération anticipée d'un ancien colonel russe condamné pour le meurtre d'une jeune Tchétchène.

L'association Mémorial, créée par le dissident Andreï Sakharov, qui rassemble des défenseurs des droits humains ainsi que des historiens du Goulag, est devenue une cible pour le pouvoir. Kadyrov, le président de Tchétchénie, a porté plainte pour diffamation contre Oleg Orlov. Celui-ci a eu le tort de l'accuser d'être l'instigateur de la mort de Natalie Estemirova, sa collaboratrice à Grozny, assassinée en juillet 2009. Dans le Caucase du Nord, on élimine au fur et à mesure l'opposition civile et les derniers témoins du conflit. Oleg Orlocv, président de Mémorial a reçu le prix Sakharov en octobre 2009.

En 2010, proclamée *année culturelle France-Russie*, on juge l'art qui dérange : Youri Samodurov, ancien directeur du centre Sakharov et Andreï Erofeev, ancien directeur du département d'art contemporain de la Galerie Tretiakov, sont poursuivis pour "incitation à la haine, atteinte à la dignité" pour avoir organisé une exposition d'art contemporain intitulée "L'art interdit 2006" au musée Sakharov en 2007. L'exposition de ces œuvres avait justement pour objectif de susciter un débat sur la censure. En effet, les directeurs de galeries en Russie avaient refusé de les exposer, par peur de choquer l'Eglise orthodoxe.

Parler des droits de l'Homme en Russie dérange. C'est en effet un partenaire économique incontournable en Europe et un fournisseur de gaz naturel de rang mondial, soit environ 30% des ressources, sans parler du pétrole, des ressources non connues exactement mais énormes. C'est un acteur politique de premier ordre. La Fédération de Russie est l'un des 47 pays membres du Conseil de l'Europe. Elle s'est engagée à reconnaitre les institutions Européennes dont la Cour Européenne des droits de l'Homme siégeant à Strasbourg. Elle est membre du G8 qu'elle préside même actuellement. Elle est un des cinq membres du Conseil permanent des Nations Unies. Elle est officiellement un pays démocratique. A ces différents titres, la Fédération de Russie se devrait d'être irréprochable en matière de respect des Droits de l'Homme. Elle devrait montrer l'exemple aux autres nations du monde.

**Sources consultées :**

Alexandre Litvinenko, Iouri Felchtinski, *Le temps des assassins*, traduction de Véra Darboy, Calmann-Lévy, 18 octobre 2007.

*Litvinenko, empoisonnement d'un ex-agent du KGB*, film documentaire russe, réalisé par Andreï Nekrassov, sélection officielle du festival de Cannes 2007 Hors compétition, sorti en salle le 30 janvier 2008.

Emmanuel Grynszpan, Libération, 8 octobre 2007.

Stefano Massini, *Memorandum pour Anna Politkovskaia (une femme non rééducable),* mise en scène par Anton Kouznetsov, montée par l'Académie - Ecole Professionnelle Supérieure de Théâtre du limousin, en partenariat avec Amnesty International, Auditorium Francis Poulenc, Brive-la-Gaillarde, mardi 30 novembre 2010.

Reporters Sans Frontières, Communiqué, 24 août 2011.

http://fr.rsf.org/russie-l-organisateur-presume-de-l-24-08-2011,40834.html

*Russie et droits humains*, Amnesty International, 2010

www.amnesty.fr/russie